

Sous la direction de
ALICE EKMAN

La Chine dans le monde



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



La Chine dans le monde

Aujourd'hui, les initiatives internationales de la Chine se multiplient et se diversifient : la Chine investit dans les infrastructures de transport ou de télécommunication à l'étranger, maintient ses revendications territoriales et maritimes, ouvre de nouvelles bases militaires, crée de nouvelles institutions multilatérales, renforce son réseau de médias en langues étrangères... Xi Jinping a définitivement

tourné la page de l'approche « profil bas » de la politique étrangère mise en place par Deng Xiaoping au lendemain de la révolution culturelle, dont l'objectif premier était de sortir le pays de la pauvreté. Si le développement économique demeure une priorité de la diplomatie chinoise – face aux écarts de développement persistant au sein du territoire national et au ralentissement de la croissance –, d'autres enjeux préoccupent également Pékin aujourd'hui : l'approvisionnement en énergie et matières premières, la protection des ressortissants chinois à l'étranger ou encore la lutte contre le terrorisme.

Huit des meilleurs spécialistes francophones de la Chine se sont réunis pour analyser chacun de ces enjeux et la manière dont la Chine y répond actuellement. Les nouvelles initiatives internationales de la Chine constituent-elles uniquement une réponse à ces enjeux, ou sont-elles également motivées par d'autres objectifs ? Cet ouvrage pose en définitive une question essentielle : quelles sont les ambitions de la politique étrangère chinoise ? Sa lecture permet de mieux comprendre la façon dont la Chine perçoit le monde, et surtout, le rôle qu'elle souhaite y jouer.

Alice Ekman est responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et chargée d'enseignement à Sciences Po.

La Chine dans le monde

sous la direction
d'ALICE EKMAN

La Chine dans le monde

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Série « dans le monde », dirigée par Frédéric Charillon

Étudier la place et le rôle d'un État dans le monde, analyser son inscription dans la société mondiale en revenant sur les paramètres externes et les déterminants internes de son action extérieure : tel est l'objectif de cette série d'ouvrages sous-titrée « dans le monde ». Sont mobilisés à cette fin des chercheurs et experts français et internationaux, des signatures confirmées mais aussi de jeunes talents, afin de reconstituer une approche comparative de l'action internationale et en particulier de la politique étrangère, dans ses dimensions multiples.

Déjà paru dans la série :

Les États-Unis dans le monde, sous la direction de Frédéric Charillon et de Célia Belin

Pour tous commentaires ou remarques suite à la lecture du livre :
chinedanslemonde@gmail.com

© CNRS Éditions, Paris, 2018
ISBN : 978-2-271-11740-3

INTRODUCTION

Alice Ekman

Quelles sont les priorités de la politique étrangère de la Chine aujourd'hui ? Quels sont les enjeux qui entrent en première ligne de compte ? Huit spécialistes de la Chine se sont réunis pour identifier et analyser les facteurs déterminants de la politique étrangère chinoise, sur la base de leurs travaux et terrains de recherche conduits dans le pays au cours des cinq dernières années. L'analyse prend en compte trois niveaux de facteurs, tels que perçus de Pékin : domestiques, régionaux et internationaux – au-delà de la région Asie-Pacifique.

Les facteurs domestiques apparaissent comme les plus significatifs, trois facteurs principaux se distinguent :

- Tout d'abord, le développement de l'économie intérieure demeure la principale préoccupation de la politique étrangère chinoise. C'est cette préoccupation qui a guidé les premiers pas de l'engagement international de la Chine sous l'ère de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, alors que la Chine était un pays encore très pauvre. Cet engagement, caractérisé dans un premier temps par l'accueil d'investissements étrangers sur le sol chinois, s'est diversifié au fil du temps, pour devenir à double sens : à partir de l'ère Jiang Zemin, la Chine commence elle-même à investir à l'étranger. Aujourd'hui, c'est encore la préoccupation du développement économique qui a motivé en premier lieu le lancement

du projet dit des « nouvelles routes de la soie », qui encourage les investissements dans les infrastructures notamment. Dans le chapitre 1 (« Le développement économique, moteur de l'engagement international »), Françoise Nicolas revient sur les différentes étapes de l'émergence économique de la Chine, chacune d'elles ayant mené à des ajustements significatifs de la façon dont le pays se positionne dans le monde.

- En parallèle, l'approvisionnement en énergie et matières premières est également un déterminant majeur de la politique étrangère chinoise. La Chine a toujours souffert d'un déficit de certaines ressources naturelles par rapport à sa demande et à sa population. Mais au fur et à mesure de son développement économique, les besoins se sont accrus, notamment en pétrole. Pallier ce déficit est devenu primordial pour pouvoir continuer à alimenter la croissance économique. Ainsi, comme le souligne John Seaman dans le chapitre 2 (« Énergie, matières premières et ajustements de politique étrangère »), la Chine est aujourd'hui le premier importateur mondial de pétrole et continue à développer sa stratégie d'internationalisation et de diversification des approvisionnements en matières premières. Ce développement l'amène souvent à tisser des liens plus étroits avec des pays producteurs à travers le monde. Plus récemment, en parallèle à cette stratégie, la Chine se réinvente en tant que leader mondial de la transition énergétique et prend plus activement part aux actions internationales pour la lutte contre le changement climatique, alors qu'elle fait face sur son territoire à des pressions environnementales, dues notamment à la dépendance en charbon d'une part significative de son tissu industriel et à la nécessité dans ce contexte de promouvoir une transition énergétique vers à la fois le nucléaire et les énergies renouvelables.

- Enfin, les évolutions de politique intérieure influencent de manière significative les orientations de politique étrangère chinoise. En particulier, depuis son arrivée à la tête du Parti (novembre 2012) puis de la présidence de la République (mars 2013), Xi Jinping a renforcé rapidement l'activisme diplomatique de la Chine et réorganisé les institutions et le

processus de décision de politique étrangère. Au-delà de la personnalité du Président lui-même, la nature du système politique chinois impacte les orientations de politique étrangère à la fois sur le fond et la méthode. La légitimité du monopole et de l'action du Parti demeure une préoccupation majeure de l'action politique en Chine, qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure. Sur le plan de la méthode, le Parti continue à occuper une place prédominante dans le processus de prise de décision de politique étrangère – le ministère des Affaires étrangères étant souvent relégué à un rôle d'exécutant. Tout en soulignant cette constante, Jean-Pierre Cabestan analyse dans le chapitre 3 (« L'activisme diplomatique de Xi Jinping ») la réorganisation rapide des institutions et la réévaluation des objectifs de la politique étrangère chinoise depuis l'arrivée de Xi Jinping.

Outre les facteurs domestiques, qui occupent une place prédominante, la politique étrangère chinoise est également déterminée par une série de facteurs régionaux. Deux types d'enjeux sont source de préoccupations prioritaires pour Pékin dans la région Asie-Pacifique :

- Avant tout, il s'agit d'une région instable, qui compte de nombreux points de tensions (mers de Chine méridionale et orientale, détroit de Taïwan, Hong Kong, parmi d'autres). La plupart de ces points de tensions sont considérés comme des « intérêts fondamentaux » par la Chine. Pékin considère leur défense comme primordiale, car liée à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale du pays, et les défend avec plus de vigueur ces dernières années – multipliant les initiatives diplomatiques mais aussi militaires (déploiement des nouvelles routes de la soie, construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale, par exemple). Le chapitre 4, « Défense des "intérêts fondamentaux" et rivalités Chine-États-Unis renforcées en Asie-Pacifique », analyse l'approche chinoise de la région, en revenant sur cet activisme et en le replaçant dans le contexte des rivalités entre Pékin et Washington, qui se cristallisent en premier lieu sur ces points de tensions régionaux. Dans ce contexte, la formulation d'une stratégie chinoise à

l'échelle de la région se consolide aujourd'hui sous Xi Jinping à plusieurs niveaux (économique, diplomatique, militaire, institutionnel). Au niveau institutionnel, les mécanismes de coopération régionale se complexifient et Pékin cherche à déployer sa propre architecture de sécurité, ouverte en premier lieu à ses partenaires en Asie et qui a vocation à se déployer indépendamment du système d'alliances américain dans la région, comme l'explique le chapitre 4.

- La région est également instable du fait de la menace terroriste, omniprésente, de l'Asie du Sud (Afghanistan, Pakistan) à l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines). Le terrorisme est une préoccupation croissante pour Pékin, alors que les attaques se sont multipliées sur le territoire chinois au cours des cinq dernières années (dans le Xinjiang, mais également dans d'autres provinces), que plusieurs centaines de ressortissants chinois radicalisés combattent aujourd'hui en Syrie et en Irak dans les troupes de l'État islamique, et que le pays est ouvertement identifié comme une cible dans la propagande de divers mouvements terroristes. Marc Julienne analyse ces évolutions relativement récentes et la façon dont la Chine perçoit le défi terroriste dans le chapitre 5 (« Le défi terroriste : enjeu de sécurité nationale et déterminant de la politique régionale »).

La politique étrangère chinoise se concentre avant tout sur ces enjeux nationaux et régionaux, et suit des logiques différentes selon l'éloignement de l'enjeu par rapport à son territoire national : elle est davantage à l'initiative et ferme concernant les enjeux proches. Toutefois, bien que cette hiérarchie géographique demeure forte, la Chine est de plus en plus engagée sur des enjeux extérieurs à l'Asie, pour trois raisons principales :

- Elle a engagé une modernisation et une restructuration de ses capacités militaires, qui entraînent la conduite d'exercices conjoints en Asie mais aussi au-delà (en mer Méditerranée en mai 2015 conjointement avec la marine russe, par exemple), l'installation de nouvelles bases militaires chinoises à l'étranger (à Djibouti depuis février 2016), et à terme le renforcement de

la force de projection dans un périmètre élargi. Dans le chapitre 6 (« Une modernisation militaire au service du Parti et du pays »), Antoine Bondaz analyse ce processus de modernisation de l'Armée populaire de libération, qui ne conduit pour l'instant qu'à un rattrapage partiel des capacités américaines, encore largement supérieures à celles de la Chine.

- Ensuite, la Chine est davantage engagée dans les pays où elle a investi massivement et rapidement au cours des années 2000, car elle doit gérer ces investissements et prendre davantage en compte les risques économiques, politiques et diplomatiques des pays concernés, afin d'éviter les pertes, qui ont été significatives dans plusieurs pays en crise ces dernières années. Par exemple, les entreprises chinoises ont fortement souffert du déclenchement de la crise libyenne en 2011. Dans le chapitre 7 (« La gestion des investissements à l'étranger et la prise en compte du risque-pays »), Agatha Kratz revient plus en détail sur ces pertes, sur les mesures prises par les autorités chinoises pour en éviter d'autres à l'avenir et sur la réorientation d'une part des investissements chinois des pays en développement vers les pays développés.

- Enfin, la sécurité des ressortissants chinois à l'étranger est devenue une priorité de la politique étrangère chinoise, compte tenu du nombre croissant de touristes et surtout ouvriers chinois se trouvant à l'étranger, et compte tenu des attentes de protection de ces populations. Plusieurs milliers de ressortissants chinois ont dû être rapatriés en Chine pour des raisons de sécurité au cours des dernières années (depuis la Libye, le Yémen, l'Irak notamment). Ces évacuations et rapatriements engagent de fait la Chine sur des théâtres de guerre éloignés de ses frontières, la faisant parfois sortir de sa réserve habituelle. Mathieu Duchâtel analyse dans le chapitre 8 (« La protection des ressortissants à l'étranger, un puissant vecteur de transformation de la politique extérieure chinoise ») les modalités du renforcement de la politique de protection des ressortissants chinois au cours des dix dernières années, et les conséquences en termes d'activisme diplomatique, et parfois militaire, de la Chine.

Si cet ouvrage ne prétend pas dresser une liste exhaustive de l'ensemble des enjeux pris en compte par la politique étrangère chinoise, il identifie toutefois les principaux à travers ces huit chapitres, avec le plus de précision et de rigueur possible.

Au final, se dégage de la lecture de l'ensemble des chapitres une évolution majeure : l'omniprésence de la Chine dans le monde. Quarante ans après le lancement par Deng Xiaoping de l'ère de réforme et d'ouverture, au lendemain de la Révolution culturelle et d'une période où la Chine était repliée sur elle-même, la Chine est désormais largement présente en Asie mais aussi en Afrique, Europe, Amérique du Sud, ou encore en Arctique. Cette présence est avant tout économique, mais elle est également diplomatique, militaire, médiatique, linguistique, culturelle... La présence chinoise s'est diversifiée très rapidement à la fois d'un point de vue géographique et sectoriel au cours des quatre dernières décennies.

De cette évolution majeure en découle une seconde : la diplomatie chinoise n'est plus uniquement occupée à accompagner le développement de la présence d'acteurs nationaux à l'étranger, mais également, et de plus en plus, à protéger la présence existante, qu'elle soit économique ou humaine. La présence existante génère en effet de nombreux enjeux, économiques, mais aussi sécuritaires, environnementaux, ou encore en termes d'image du pays à l'étranger. La plupart de ces enjeux sont nouveaux pour la diplomatie chinoise, qui cherche actuellement à apprendre de ses erreurs, des pratiques et expériences d'autres acteurs et pays, pour tenter de rattraper au plus vite son manque d'expérience dans certains domaines (protection et évacuation des ressortissants à l'étranger, par exemple).

Une ambition de leadership

L'ensemble des chapitres souligne une troisième évolution : la politique étrangère chinoise est devenue entreprenante. Aujourd'hui, les initiatives internationales de la Chine se multiplient et se diversifient : la Chine investit dans les infrastruc-

tures de transport ou de télécommunication à l'étranger, affirme ses revendications territoriales et maritimes, ouvre de nouvelles bases militaires, crée de nouvelles institutions multilatérales, renforce son réseau de médias en langues étrangères... Hu Jintao et surtout Xi Jinping ont définitivement tourné la page de l'approche « profil bas » de la politique étrangère mise en place par Deng Xiaoping au lendemain de la Révolution culturelle. L'augmentation des initiatives s'explique en premier lieu par l'augmentation et la diversification des préoccupations décrites dans les huit chapitres : si le développement économique demeure une priorité de la diplomatie chinoise – face aux écarts de développement persistant au sein du territoire national et au ralentissement de la croissance –, d'autres enjeux préoccupent également Pékin aujourd'hui (l'approvisionnement en énergie et matières premières, la protection des ressortissants chinois à l'étranger ou la lutte contre le terrorisme).

Mais les nouvelles initiatives internationales de la Chine constituent-elles uniquement une réponse à ces enjeux, ou sont-elles également motivées par d'autres objectifs ? *In fine*, quelles sont les ambitions de la Chine dans le monde ?

Aujourd'hui, la Chine souhaite non seulement maîtriser les enjeux qui menacent directement ses intérêts, mais également jouer un rôle de leader régional et mondial. Cette ambition de leadership est clairement observable depuis la fin des années 2000, et surtout depuis le début du mandat de Xi Jinping en 2012 – le Président actuel apparaissant beaucoup plus ambitieux que son prédécesseur quant au rôle de la Chine dans le monde.

Outre la défense plus ferme des positions chinoises en Asie-Pacifique, que ce soit dans le détroit de Taïwan ou en mer de Chine méridionale (éléments déjà largement connus et traités – y compris dans ce livre, aux chapitres 4 et 6), au moins cinq évolutions récentes soulignent cette ambition de leadership :

- 1. La Chine se positionne comme le leader de la restructuration de la gouvernance mondiale. Le monde fait aujourd'hui face à une restructuration du système des institutions interna-

tionales héritées de l'après-guerre, sous l'impulsion des pays émergents, et en premier de la Chine. Déterminé à être le pilote de ce processus, Pékin investit massivement dans le multilatéralisme et accélère le rythme des initiatives institutionnelles depuis le début du mandat de Xi Jinping en 2012. Déjà sous la présidence de Hu Jintao (2002-2012), la politique étrangère chinoise faisait de la restructuration de la gouvernance mondiale une priorité, mais les ambitions en la matière sont encore plus fortes depuis l'arrivée de son successeur : la Chine ne souhaite plus uniquement contribuer à restructurer la gouvernance mondiale, elle veut « piloter¹ » le processus de restructuration, pour que la nouvelle architecture internationale réponde au mieux à ses intérêts propres.

La Chine accélère le rythme de ses initiatives institutionnelles, dans trois directions en même temps : intégration dans des institutions existantes (telle l'Organisation des Nations unies), redynamisation d'institutions jusqu'à présent inutiles ou peu efficaces (telles que la Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia, la CICA, dont la Chine assure la présidence jusqu'en 2018), création de nouvelles institutions (comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la BAI, en 2014). En déployant ces trois types d'initiatives simultanément, la Chine se dote d'options alternatives dans le cas où l'intégration dans certaines institutions ne s'opère pas à la vitesse ou au niveau qu'elle aurait escomptés.

Si la Chine ne souhaite pas faire table rase du système institutionnel dans son ensemble, elle souhaite incontestablement le réformer à son avantage, de l'intérieur et de l'extérieur. Aujourd'hui, les ambitions chinoises portent sur la gouvernance mondiale dans toutes ses dimensions : gouvernance économique et financière, énergétique, culturelle, de l'Internet, de sécurité... En matière de gouvernance de sécurité, les autorités chinoises ont notamment annoncé fin 2016 la création, à partir d'institutions et sommets existants (Organisation de coopération de

1. Mot fréquemment employé par Xi Jinping quand il évoque la gouvernance mondiale.

Shanghai, CICA, sommets de l'ASEAN, etc.), d'une « nouvelle architecture de sécurité en Asie » qui ne serait plus fondée sur le système d'alliances (américain) dans la région. Ainsi, la Chine n'investit pas uniquement dans la création de nouvelles institutions, mais également dans la mise en réseau et la valorisation d'institutions, anciennes ou nouvelles, au sein desquelles elle occupe une influence significative.

- 2. Plus généralement, la Chine investit dans le multilatéralisme sous toutes ses formes. Outre la création de nouvelles institutions multilatérales (telle la BAI), la Chine développe également de nouveaux mécanismes de coopération multilatérale plus souples, tels que des forums annuels de haut niveau, mêlant représentants des gouvernements, du monde des entreprises, de la société civile au sens large, sur le modèle de Davos et d'autres forums internationaux reconnus. Cette pratique n'est pas propre à la diplomatie chinoise, mais celle-ci se distingue désormais par le nombre et la capacité de financement des forums qu'elle organise. Outre les forums thématiques (Boao Forum pour l'économie, Xiangshan Forum pour la sécurité, etc.), la Chine a créé plus d'une dizaine de forums régionaux de haut niveau depuis le début des années 2000.

- 3. La Chine promeut un modèle de développement et de gouvernance alternatif dans le monde. Depuis l'été 2016, la Chine promeut notamment à travers le monde une « solution chinoise » (中国方案, *zhongguo fang'an*), préférée au concept de « modèle chinois », qui pourrait donner l'impression que la Chine impose son modèle aux autres pays, et générer des oppositions. Si la communication évolue et devient plus subtile, l'objectif demeure le même ces dix dernières années : promouvoir activement un modèle de développement alternatif dans le monde, différent de celui promu par le « consensus de Washington » et les démocraties libérales. La Chine se positionne aujourd'hui comme un exemple à suivre, un pays qui a réussi à se développer et se tient à disposition de tous ceux qui souhaiteraient apprendre de son expérience et

reproduire son modèle de développement et de gouvernance (planification économique centrale, rôle de l'État dans l'économie particulièrement fort, création de zones économiques spéciales, etc.). Elle se positionne comme tel notamment en offrant un nombre croissant de programmes de formation de fonctionnaires étrangers. Ces programmes, pour la plupart à destination de fonctionnaires de pays en développement², comportent une dimension professionnelle et technique, mais aussi théorique, qui met en avant ce modèle de développement et de gouvernance éprouvé par la Chine. Pékin promeut également la « solution chinoise » et son modèle de développement alternatif par d'autres biais, *via* son vaste réseau international de médias en langues étrangères, dans lequel elle a investi massivement ces dernières années³, parmi d'autres canaux (forums internationaux, par exemple). Un des éléments de langage récurrent de la Chine à l'étranger aujourd'hui est que les pays étrangers ont à « apprendre de la Chine⁴ ».

2. La Chine a notamment annoncé pour les cinq prochaines années l'allocation de 150 000 bourses en Chine, ainsi que des opportunités de formations techniques pour 500 000 professionnels de pays en développement, dans un récent livre blanc intitulé *The Right to Development : China's Philosophy, Practice and Contribution*, publié par le Conseil d'État le 1^{er} décembre 2016.

3. La Chine a rapidement renforcé le développement de son réseau de médias à l'étranger, notamment depuis 2009, date à laquelle le gouvernement chinois a annoncé qu'il allouerait 45 milliards de RMB (à peu près 6 milliards d'euros) pour renforcer le développement de son réseau de médias à l'étranger. Aujourd'hui, CGTV (China Global Television Network) – la branche internationale de la télévision d'État chinoise – regroupe six chaînes (en anglais, mais aussi en russe, français, espagnol, arabe) diffusées dans plus de 180 pays et alimentées par des équipes présentes dans plus de 70 pays, d'après le site internet de CGTV – consulté le 28 juillet 2017.

4. Comme l'indique le titre de ces dépêches de l'agence de presse d'État *Xinhua*, toutes rédigées selon le même modèle : « Interview : Nigeria Can Learn from China's Development Experience : Media Chief », 6 mars 2016 ; « Interview : Vietnam Can Learn from China's Development Experience : ADB Official », 13 octobre 2016 ; « Europe Can Learn Innovation from China's E-commerce Giant : Experts », 21 octobre 2016.

• 4. La Chine promeut une vision post-occidentale du monde. La Chine souligne explicitement ce qu'elle considère être les limites et faiblesses des pays occidentaux, et plus généralement leur déclin. Pour la Chine, le système politique et économique des démocraties libérales ne permettrait pas de répondre efficacement aux crises, contrairement à celui de la Chine, et leurs dirigeants ne seraient pas à la hauteur. Cet axe de communication est martelé en Chine et face aux pays en développement depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009, par différents biais (discours officiels, médias d'État, livres de chercheurs rattachés à des institutions officiels, programmes de formation et d'enseignement, etc.), et s'est renforcé ces dernières années et mois – notamment à la suite de l'élection de Donald Trump. S'il est peu audible dans les pays développés, c'est parce que le gouvernement chinois considère, logiquement, qu'ils ne représentent pas des cibles privilégiées pour ce type de discours, et adapte sa stratégie de communication en conséquence.

• 5. La Chine souhaite promouvoir de nouveaux standards et normes internationaux, car elle considère que le monde ne doit plus être exclusivement dominé par des normes et standards occidentaux. Ces nouveaux standards et normes s'appliquent à des domaines divers et variés (transport – dans le cadre des routes de la soie –, mais aussi Internet et nouvelles technologies, espace⁵ ou encore éducation, entre autres) et font partie intégrante d'une politique aujourd'hui affichée par Xi Jinping⁶. En parallèle aux nouveaux standards et normes, la Chine a lancé une politique de création de nouveaux outils de mesure, tels que les nouveaux classements

5. Par exemple, la Chine a développé Beidou, un système satellitaire de navigation concurrent de GPS (américain) et Galileo (européen). Ce système Beidou est actuellement déjà opérationnel dans la région Asie-Pacifique, et il est prévu qu'il couvre le monde entier d'ici à 2020.

6. Par exemple, Xi Jinping a appelé à la promotion de nouvelles « règles » et « standards en matière de connectivité » lors de son discours au sommet des nouvelles routes de la soie qui s'est tenu en mai 2017 à Pékin.

internationaux, capables à terme de rivaliser avec les classements occidentaux existants (par exemple, création d'un classement international des universités – dit classement de Shanghai – ou plus récemment de think tanks, parmi d'autres classements).

Ces cinq évolutions indiquent que la Chine souhaite aujourd'hui jouer un rôle de leader dans le monde, en se positionnant comme une alternative au leadership des pays occidentaux, et en premier lieu des États-Unis.

Souvent, lorsqu'il s'agit d'évaluer les ambitions de la Chine dans le monde, la tendance est de l'aborder en termes de responsabilité : la Chine est-elle désormais un acteur responsable, prêt à s'engager sur des enjeux internationaux à la hauteur de son poids économique ?

Cette question fait débat, et la réponse peut varier selon les enjeux considérés : elle apparaît plus responsable dans la protection de ses citoyens à l'étranger ou, progressivement, dans la protection de l'environnement, par exemple. En même temps, la Chine continue à faire référence au principe de non-ingérence et tend à éviter de prendre position ou de s'engager dans des points de tensions ou conflits loin de ses frontières et qui ne constituent pas des intérêts fondamentaux pour elle. La Chine s'est par exemple jusqu'à présent tenue en retrait relatif de la crise syrienne, en comparaison à d'autres pays siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU, tels que la France, la Russie ou les États-Unis.

Quelles que soient les analyses, non-ingérence ne signifie pas nécessairement absence d'ambition internationale. Une des ambitions de la Chine pourrait justement être de promouvoir la non-ingérence dans le monde – alors que pour les autorités chinoises se prononcent régulièrement et fermement dans les organisations internationales contre les changements de régime (en Tunisie, en Libye, en Irak, en Corée du Nord).

De manière générale, la Chine a pour ambition d'influer davantage sur l'issue des décisions internationales (y compris pour faire obstacle à une intervention militaire éventuelle) mais aussi sur la manière dont les États interagissent. Ainsi, Xi Jinping prône l'établissement d'un « nouveau type de relations internationales », qui ne serait plus dominé par les pays occidentaux et qui ne serait plus régi par des alliances – mais exclusivement par des partenariats. Ce nouveau type d'interaction entre États pourrait s'inspirer de la représentation traditionnelle chinoise du monde, *tianxia* (« sous le ciel »), qui introduit l'idée de construire un espace politique universel et invite à dépasser l'État-nation⁷. Une chose est certaine, la Chine cherche aujourd'hui à promouvoir une vision renouvelée des enjeux contemporains et de l'organisation du monde, différente de celle des États-Unis et de leurs alliés à maints égards, et au sein de laquelle elle se voit jouer un rôle central.

Une ambition soutenue par une volonté politique et idéologique forte

Compte tenu de ces éléments, il apparaît aujourd'hui irréaliste de soutenir que la Chine n'a pas d'ambition à l'échelle mondiale. Ce serait ne pas tenir compte de l'état de la réflexion stratégique à Pékin aujourd'hui, ne pas comprendre la vision que les dirigeants chinois ont du monde aujourd'hui – un monde qu'ils considèrent jusqu'à présent comme injuste, dominé par les pays occidentaux (en premier lieu les États-Unis) et devant

7. Il n'est pas aisé de donner une définition précise de ce terme, d'influence confucéenne et qui est souvent utilisé, voire détourné, pour des usages politiques. Ce concept a notamment influencé le système tributaire que la Chine avait établi en Asie sous la dynastie des Ming et des Qing. De manière générale, il s'agit d'une représentation de l'univers comme un ordre hiérarchisé, selon le degré de civilisation ou de « vertu » de ses membres. Pour une explication plus précise de ce concept et de ses usages politiques, voir par exemple Ji Zhe, « *Tianxia*, retour en force d'un concept oublié », *La Vie des idées*, 3 décembre 2008.

être restructuré pour que la Chine puisse y occuper la place qui lui est due, compte tenu de son histoire et de sa culture millénaire – argument que la diplomatie chinoise a souvent à l’esprit. Il apparaît aujourd’hui évident que non seulement la Chine n’a pas la même approche du monde que les États-Unis, mais qu’elle souhaite désormais promouvoir plus activement à l’international sa propre approche, avec en premier lieu le soutien des pays en développement et émergents.

Par ailleurs, soutenir que la Chine n’a pas d’ambition à l’échelle mondiale serait ne pas tenir compte de la dimension idéologique de sa politique étrangère. La politique étrangère chinoise est souvent considérée, à tort, comme exclusivement pragmatique. S’il est vrai que les actions et décisions de la diplomatie chinoise sont prises avec une grande part de pragmatisme et de réalisme, la vision stratégique et les ambitions de long terme de la Chine dans le monde demeurent fortement guidées par des considérations idéologiques, et dans une certaine mesure émotionnelles. Le sentiment antioccidental (et en premier lieu antiaméricain) demeure fort en Chine, notamment chez les cadres du Parti et plus largement chez les institutions et personnes prenant part au processus de décision ou de mise en application de la politique étrangère et de sécurité (diplomates, militaires, chercheurs, etc.).

L’identité communiste et marxiste-léniniste de la République populaire de Chine demeure forte également et a été renforcée ces dernières années⁸. Elle tend à se consolider à différents niveaux du processus de décision, pas uniquement chez les stra-

8. Par exemple, les universités chinoises doivent accorder plus de place dans leurs cursus à l’enseignement du marxisme-léninisme. En parallèle, les départements de sciences sociales des universités sont encouragés à produire de la recherche qui soit utile au Gouvernement et à incorporer les concepts officiels clés dans leurs travaux (tels que « nouvelles routes de la soie » – *yidai yilu*, ou encore « communauté de destin commun », deux concepts clés de la politique étrangère de Xi Jinping). Dans toutes les universités, le secrétaire général du Parti supervise la direction académique et veille à la mise en œuvre de ces évolutions.

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr